

## NEWSLETTER 3-2014

à tous les membres des sections / an alle Sektionsmitglieder



Nous vous souhaitons, ainsi qu'à vos proches, beaucoup de bonheur, de douceur et de sérénité pour la Nouvelle Année

*Wir wünschen Ihnen und Ihren Angehörigen viel Glück, Gelassenheit und Freude für's Neue Jahr*

### Table des matières / Inhaltsverzeichnis

Page/Seite

1.	Etat des lieux sur les motions parlementaires vitivinicoles.....	2
2.	Drosophila suzukii.....	2
3.	Taxation fiscale pour les immeubles agricoles.....	4
4.	Forum vitivinicole suisse (communiqué de presse du Forum).....	5
5.	Nouveau label VINATURA .....	6
6.	Frais de production en viticulture (Extraits du rapport d'AGRIDEA sur les résultats technico-économiques 2013 .....	7
1.	<i>Stand der parlamenarischen Vorstösse betreffend die Weinbranche.....</i>	<i>11</i>
2.	<i>Drosophila suzukii.....</i>	<i>11</i>
3.	<i>Besteuerung von landwirtschaftlichen Grundstücken.....</i>	<i>13</i>
4.	<i>Schweizer Weinbauforum .....</i>	<i>14</i>
5.	<i>Das neue VINATURA Label .....</i>	<i>15</i>
6.	<i>Produktionskosten im Weinbau (Auszug aus dem AGRIDEA-Bericht über die wirtschaftlich-technischen Ergebnisse 2013).....</i>	<i>16</i>

## 1. Etat des lieux sur les interventions parlementaires vitivinicoles

### **Motion Darbellay 12.3738 "Intégrer les vins mousseux au contingent d'importation des vins"**

Le Conseil des Etats a traité cette motion le 11 décembre 2014. Contrairement au Conseil national, il a décidé de ne pas limiter les importations de vins en intégrant les mousseux au contingent d'importation des vins. Cette motion est donc liquidée.

### **Initiatives cantonales de Genève et du Valais visant à modifier le volume du contingent tarifaire d'importation des vins et son mode d'attribution**

Dans la même foulée, le Conseil des Etats a enterré ces deux initiatives qui demandaient à l'Assemblée fédérale :

- de requérir du Conseil fédéral l'ouverture d'une négociation auprès de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en vue d'adapter le contingent tarifaire d'importation des vins blancs et rouges à l'évolution de la consommation;
- que la répartition des parts du contingent tarifaire se fasse selon l'article 22 alinéa 2 lettre b de la loi fédérale sur l'agriculture, soit selon "la prestation fournie en faveur de la production suisse".

## 2. Drosophila suzukii

### **Motion Pezzatti 14.3721 : "Renforcer la recherche sur la drosophile du cerisier"**

Le 5 novembre dernier, le Conseil fédéral a proposé d'accepter la motion Pezzatti 14.3721 "Renforcer la recherche sur la drosophile du cerisier", en donnant son avis dont le contenu est le suivant :

"Des mesures prometteuses de lutte contre ce ravageur ont été développées par Agroscope. Son développement exceptionnel en 2014 montre toutefois les limites de ces méthodes. Il est nécessaire d'intensifier la recherche et le développement de méthodes de lutte et de moyens de surveillance. Il s'agira de renforcer la collaboration entre la recherche, la vulgarisation et la pratique en vue de disposer progressivement jusqu'en 2020 de stratégies durables de lutte contre cette mouche des fruits. Afin de ne pas prêter aux autres axes de recherches agronomiques, il convient d'octroyer des moyens financiers supplémentaires spécifiques pour cette recherche de solution en compensant cette somme dans la rubrique A2310.0148: aides à la production végétale.

Au niveau parlementaire, il convient de mentionner encore les deux questions suivantes posées par le Conseiller national Thomas Böni le 9 septembre 2014 et par la Conseillère nationale Maya Graf le 3 décembre 2014 :

### **14.5314 Question Thomas Böni "La drosophile du cerisier cause des dégâts importants. Une répercussion directe de la mondialisation"**

#### **Texte déposé**

La drosophile du cerisier s'est définitivement établie en Suisse et y cause des dégâts importants. C'est une répercussion directe de la mondialisation, comme dans le cas des espèces envahissantes, notamment. Les conséquences financières de ces dégâts sont considérables. Conformément au principe du pollueur-payeur, il faudrait créer un fonds pour réparer ces derniers.

Ce fonds pourrait être alimenté, par exemple, par la TVA ou directement par une taxe sur l'importation des produits agricoles incriminés.

- Que pense le Conseil fédéral d'un tel fonds ?

- Que compte-t-il faire ?

#### **Réponse du Conseil fédéral du 15.09.2014**

La drosophile du cerisier est arrivée en Suisse par des importations vers l'Europe (Espagne). Ce ravageur est apparu pour la première fois au Tessin en 2011 dans des cultures de myrtilles. Depuis lors, il continue à se répandre par voie naturelle. Jusqu'à maintenant, cet insecte causait des dégâts économiques, principalement aux cultures de baies. Pour la première fois en 2014, les cerises ont également été touchées. Il faut s'attendre à ce que d'autres cultures soient également attaquées.

Pour ce qui est de l'approvisionnement de la population en fruits et légumes frais, la Suisse est dépendante des importations. Les contrôles phytosanitaires à la frontière sont importants et ils sont effectués sur le 100 pour cent des importations provenant de pays tiers. Pour cela, une taxe de 60 francs suisses est perçue par livraison. Les fonds de la Confédération ainsi générés sont notamment utilisés pour l'observation et la lutte contre de nouveaux ravageurs. L'Office fédéral de l'agriculture et Agroscope travaillent d'arrache-pied pour développer des solutions appropriées. Tous les milieux concernés sont fortement sollicités pour lutter contre ce ravageur nouveau et dangereux. Toutefois, le Conseil fédéral considère qu'il n'est pas judicieux de créer un fonds alimenté par la TVA pour réparer les dégâts dus à de tels ravageurs.

#### **14.5631 Question Maya Graf "La lutte contre la drosophile du cerisier fait-elle l'objet d'une coordination optimale"**

##### **Texte déposé**

En 2014, la drosophile du cerisier a fait beaucoup de dégâts dans les vignobles et les cultures de baies et de fruits.

Comment s'assure-t-on qu'aux plans fédéral et cantonal la collaboration entre la recherche et le conseil, d'une part, et l'exécution, d'autre part, est coordonnée de façon optimale et en étroite coopération avec la pratique, afin que, dès 2015, des solutions pragmatiques et aussi efficaces que possible puissent être élaborées ? Comment le travail est-il réparti entre les acteurs publics et les acteurs privés ?

#### **Réponse du Conseil fédéral du 08.12.2014**

Le Conseil fédéral est conscient de la portée des dommages causés par ce nouveau ravageur. Afin d'améliorer les possibilités de lutte, le Conseil fédéral a décidé de soutenir la motion Pezzatti 14.3721. Celle-ci propose de renforcer les moyens mis à disposition pour de la recherche dans ce domaine. Agroscope joue un rôle important dans la coordination de l'observation de ce ravageur avec les services phytosanitaires cantonaux. Par ailleurs, Agroscope développe des techniques de lutte et a déjà publié des stratégies de lutte pour diverses cultures. Ces travaux sont réalisés en étroite collaboration avec les organisations des branches concernées.

Le 25 novembre 2014, l'Office fédéral de l'agriculture a organisé une rencontre entre les cantons, la recherche et les associations professionnelles, dans le but de faire le point de la situation après cette année difficile. Il convient maintenant d'utiliser les expériences faites pour améliorer les stratégies de lutte existantes et pour assurer une communication à leur sujet dès le printemps prochain par le biais des canaux usuels des services de vulgarisation. Au surplus, des priorités doivent être fixées dans la recherche et le développement de possibilités de lutte, afin de pouvoir dis-

poser rapidement des instruments nécessaires pour une protection efficace des différentes cultures.

Enfin, nous publions ci-après un communiqué d'AGIR :

"A la fin de l'été, la drosophile du cerisier a suscité une grande inquiétude parmi les viticultrices et viticulteurs suisses. L'insecte était plus présent que jamais et la pourriture acide gagnait du terrain dans les vignes. Les experts d'Agroscope estiment que la maladie a détruit jusqu'à 10 % de la récolte suisse et entraîné des charges supplémentaires considérables lors des vendanges. La drosophile du cerisier n'est cependant pas la seule à avoir contribué à la propagation de la pourriture acide, informe Agroscope dans un communiqué de presse. Actuellement, la population de drosophile du cerisier est plus importante que jamais en Suisse, mais durant l'hiver, la majorité des individus vont mourir. La station de recherche informe dans son communiqué qu'elle testera ces prochaines années diverses nouvelles approches de lutte contre l'insecte. Et de préciser qu'à court terme, les chercheurs étudient le mode d'action et l'efficacité de la chaux et d'autres poudres de roche au laboratoire et au champ, car ces produits sont susceptibles de limiter les pontes de l'insecte et de freiner le développement de la pourriture acide. Agroscope va également examiner plus précisément la protection offerte par les filets latéraux anti-grêle et d'autres barrières artificielles. L'efficacité de moyens de lutte à base d'appâts sera également testée. A plus long terme, Agroscope souhaiterait également améliorer l'influence des ennemis naturels de la mouche et particulièrement des petites guêpes parasitoïdes."

### 3. Taxation fiscale pour les immeubles agricoles

Le 8 décembre 2014, le Conseil des Etats a suivi le Conseil national en acceptant la motion du PDC lucernois Leo Müller sur l'imposition des immeubles agricoles" par 33 voix contre 4 et une abstention. Déposée le 14 mars 2012, la motion Leo Müller exige que les immeubles agricoles et sylvicoles ne soient soumis à l'impôt sur le revenu que jusqu'à concurrence des dépenses d'investissement lorsqu'ils sont transférés de la fortune commerciale à la fortune privée ou qu'ils sont aliénés, comme c'était le cas avant l'arrêt du Tribunal fédéral.

Le Conseil fédéral doit maintenant soumettre au Parlement un projet de modification de loi pour revenir à l'ancienne pratique de taxation des bâtiments agricoles. Un arrêt du Tribunal fédéral, rendu en décembre 2011, avait modifié la donne en imposant les plus-values immobilières agricoles comme revenu, chargeant ainsi les agriculteurs d'un demi-milliard de francs par an de charges fiscales nouvelles.

Il peut se passer des années avant que la révision légale souhaitée soit sous toit, laissant les agriculteurs et le fisc dans l'incertitude. Il est donc important de savoir rapidement comment sera réglée la période transitoire et si la future loi aura un effet rétroactif. C'est dans ce sens que le Conseiller national vaudois Olivier Feller a déposé une interpellation le 12 décembre 2014, dont le contenu est le suivant :

#### **Interpellation 14.4141 « Rétablissement des modalités d'imposition des immeubles agricoles et sylvicoles en vigueur jusqu'au 2 décembre 2011 : procédures et délais**

##### **Texte déposé**

La motion 12.3172 demandant que les modalités d'imposition des immeubles agricoles et sylvicoles applicables avant l'arrêt du Tribunal fédéral 2C\_11/2011 du 2 décembre 2011 soient rétablies a été acceptée par le Conseil national le 16 septembre 2013 et par le Conseil des Etats le 8 décembre 2014.

L'arrêt du Tribunal fédéral porte, pour l'essentiel, sur la définition de la notion d'immeuble agricole et sylvicole. Sur le plan pratique, il a pour conséquence d'augmenter de manière importante, bru-

tale et inéquitable les impôts dus par les agriculteurs et les viticulteurs dans certaines circonstances.

L'arrêt du Tribunal fédéral a créé une situation d'incertitude politique, juridique et fiscale qu'il est nécessaire de corriger rapidement.

1. Quel est le calendrier de mise en œuvre de la motion 12.3172 ?
2. Quand le Conseil fédéral entend-il déposer un Message au Parlement en vue de modifier la loi sur l'impôt fédéral direct (LIFD) et la loi sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (LHID) dans le sens de la motion ? Est-ce que le Conseil fédéral envisage une procédure de consultation publique préalable ?
3. Quand les modifications de la LIFD et de la LHID pourraient entrer en vigueur ?
4. Compte tenu de la volonté politique claire du Parlement de rétablir la situation juridique telle qu'elle existait avant le 2 décembre 2011, quelles mesures le Conseil fédéral entend-il prendre jusqu'à l'entrée en vigueur des modifications de la LIFD et de la LHID afin d'atténuer la portée de l'arrêt du Tribunal fédéral pour les contribuables concernés ?

#### **4. Forum vitivinicole suisse (Communiqué de presse du Forum)**

La réunion annuelle du Forum vitivinicole suisse s'est tenue à Berne le 11 novembre 2014. Les organisations de producteurs, la recherche, la vulgarisation, la formation et l'administration se sont penchés cette année sur la situation et l'avenir des vignobles en forte pente. Les conclusions de cette journée plaident pour une promotion spécifique, par laquelle le consommateur pourra faire l'expérience unique de ce vignoble particulier. La complémentarité de mesures promotionnelles collectives et individuelles a aussi été jugée impérative.

Une large part de notre vignoble alpin est cultivé sur de fortes voire de très fortes pentes. Ces conditions topographiques particulières impliquent des coûts de production largement supérieurs à ceux des vignes cultivées en plaine ou sur des coteaux bien mécanisables. Ces coûts ne sont que rarement honorés par les prix du raisin et les producteurs souffrent d'une rentabilité insuffisante. En conséquence, les investissements pour maintenir et améliorer les installations, assurer les renouvellements et les nouvelles plantations ne sont plus réalisés. L'état de ces vignobles se péjore peu à peu. Si l'abandon de parcelles est encore marginal chez nous, les menaces s'accroissent.

#### **Des aides fédérales jugées difficilement accessibles**

En Suisse, la politique agricole propose plusieurs aides et crédits à l'investissement pour la culture du vignoble en forte pente. Cependant, en raison des structures d'exploitation particulières à ces vignobles, l'accès aux aides est très difficile voire impossible. En effet, pour raisons d'âge, de manque de formation agricole ou de surfaces trop petites, beaucoup d'exploitants ne peuvent pas bénéficier de ces soutiens. Selon les chiffres de l'OFAG, seuls 3'720 ha sur les 15'000 ha de vigne en Suisse reçoivent des paiements directs à la pente, alors que la surface viticole en forte pente est nettement supérieure. Avec une politique volontariste, le canton du Valais a mis sur pieds un ambitieux programme pour la réfection des murs de pierres sèches. En collaboration avec les communes, il encourage la création de syndicats pour gérer la réfection de vignobles entiers. Seule la reconstruction de murs à base de pierres sèches provenant de la région et réalisée sans liant est soutenue financièrement. Grâce à cette organisation collective, tout le périmètre peut bénéficier des aides, sans restriction liée au statut des exploitants. Pour améliorer l'exploitation de ces surfaces, des dessertes sont créées et la gestion de l'eau (irrigation et évacuation) planifiée simultanément à la réalisation de ces travaux.

## **Communication et promotion doivent être spécifiques**

Ni les mesures structurelles, ni les évolutions des techniques de production développées et diffusées par la recherche et la vulgarisation ne permettront de produire des vins à des conditions économiquement similaires à celles prévalant en plaine ou en pentes douces. Les vins issus de ces vignobles doivent donc pouvoir être vendus à des prix qui permettent de rémunérer correctement tous les échelons de la production. Dans ce contexte, une valorisation spécifique de l'image positive dont bénéficient ces vins est indispensable. A Lavaux, le développement touristique n'est pas gage de prospérité pour la viticulture. Depuis son inscription comme "paysage naturel vivant" au patrimoine de l'UNESCO, le nombre de touristes a certes augmenté mais le prix du raisin a lui diminué. L'exemple des Cinque Terre en Ligurie, où l'afflux touristique a été accompagné d'un abandon quasi-total de la viticulture, montre que des mesures spécifiques doivent être entreprises pour que ces régions puissent bénéficier de la présence de consommateurs potentiels. C'est pourquoi le canton de Vaud a décidé de soutenir l'oénotourisme. Ce type de projets doit favoriser l'augmentation de la consommation de vin local au travers d'expériences uniques. Le client doit être amené à faire une expérience physique de la pente, qui le marque plus durablement que la seule contemplation du paysage. Le témoignage d'une entreprise vitivinicole expérimentée dans la promotion de la viticulture en conditions difficiles a montré qu'avec une stratégie cohérente et la création d'une relation solide et durable entre producteur, vin et consommateur, il est possible de fidéliser les clients.

## **Indispensable : la combinaison de mesures collectives et individuelles**

Pour que les vignobles de forte pente se maintiennent, il est indispensable qu'ils s'assurent d'une rentabilité suffisante, autorisant des investissements adaptés à leur promotion spécifique. Des soutiens publics existent, mais leurs accès restent difficiles et leurs effets inopérants à long terme s'ils ne peuvent être accompagnés d'initiatives individuelles. La combinaison entre actions individuelles et collectives est donc à plébisciter. Ces actions seraient grandement favorisées par l'échange d'expériences. Enfin, les solutions doivent tenir compte des besoins spécifiques des régions et de leurs particularités socioculturelles.

## **5. Nouveau label Vinatura**

Message de M. Boris Keller, président de VITISWISS

"VITISWISS a mis en place en 2014 son label développement durable. Certains le trouvent trop simple, d'autres trop compliqué. VITISWISS a aussi décidé d'ouvrir la liste des produits phytosanitaires à d'autres produits plus doux, en complément des produits de synthèse. La démarche VITISWISS n'est pas d'opposer des systèmes de production bio ou biodynamie, mais bien d'essayer de les réunir pour avoir la meilleure efficacité possible et le moins d'impact environnemental. Nos exigences sont un minimum, tout le monde peut aller plus loin.

Le système d'approche du développement durable dans la vitiviniculture proposé par VITISWISS n'est pas, selon mon expérience, et contrairement à ce que certains prétendent, très compliqué. Il n'exige pas une charge administrative supplémentaire. Le membre qui souhaite obtenir le label VINATURA doit adhérer à la charte développement durable de VITISWISS. Cette charte reste fondée sur les exigences en vigueur avant l'introduction des principes du développement durable (critères pré-requis). Par contre, ces exigences ont été complétées par un éventail de mesures durables que l'exploitant doit choisir de concrétiser et de mettre en œuvre dans un délai de deux à quatre ans. Ainsi, l'exploitant vigneron et/ou encaveur est tenu d'opter pour une mesure durable décrite dans le catalogue des exigences y relatif en plus de celle figurant dans le catalogue des exigences "Entreprise".

Pour celui qui se préoccupe de sa consommation d'énergie ou de l'eau, un modèle de feuilles de calculs est à sa disposition sur le site internet [www.vinatura.ch](http://www.vinatura.ch). Ce document montre, au moyen d'un graphique, après la saisie de ses relevés, la variation de sa consommation. Ainsi, une ré-

flexion peut être menée sur la priorité dans des travaux de rénovation. Des documents utiles, par exemple concernant l'hygiène sur l'exploitation, la sécurité et la prévention des accidents au travail, les numéros d'urgence, sont également publiés sur le site de VITISWISS. Je vous invite à consulter le site, vous y trouverez des renseignements très pratiques et à la portée de tout acteur de la branche vitivinicole.

Vous l'avez compris, je l'espère, notre nouveau label est d'abord une ouverture d'esprit et une réflexion, se souciant aussi de l'aspect social, économique et environnemental. VITISWISS a besoin de vous pour en parler, pour le faire connaître et surtout pour l'utiliser sur vos vins.

Je saisis cette occasion pour remercier Laurent Favre pour son engagement en faveur de notre viticulture, pour son esprit entreprenant, sa vision d'avenir et sa capacité de rassembler. Je forme des vœux de pleine réussite à son successeur. La répartition des tâches entre la FSV et VITISWISS est très bien définie. La première s'occupe de la politique, la deuxième de la production. Chaque organisation a son rôle à jouer et je souhaite que notre façon de travailler ensemble perdure.

Enfin, je tiens à remercier le comité de VITISWISS, ses commissions techniques, la directrice et la secrétaire. Je ne voudrais pas oublier non plus tous nos membres, sans lesquels VITISWISS ne pourrait exister.

A tous de bonnes fêtes et une très belle année viticole 2015."

## 6. Frais de production en viticulture (Extraits du rapport d'AGRIDEA sur les résultats technico-économiques 2013)

L'enquête se base sur un échantillon de 81 enregistrements répartis dans tout le pays. Les exploitations ont été regroupées en fonction du mode de conduite pratiqué et de la mécanisation selon le tableau ci-après :

	Gobelet et fil de fer étroit (max 130 cm)	Fil de fer mi-large (130 – 220 cm)	Banquettes	Fil de fer large (> 220 cm)
Absence de mécanisation	6 cas			
Mécanisation légère	8 cas	8 cas	8 cas	
Mécanisation au tracteur		29 cas + 10 cas avec mécanisation des travaux de la feuille	4 cas	4 cas
Mécanisation à l'enjambeur	4 cas			

Les vignes mi-larges travaillées au tracteur forment de loin l'échantillon le plus important. Ce groupe est subdivisé en deux sous-groupes en fonction de la mécanisation des travaux de la feuille.

### Commentaires sur les frais de production pour les différents systèmes de culture

#### Vignes étroites, pas ou très peu mécanisées

Depuis 2011, les vignes conduites en gobelet et celles sur fil de fer étroit sans mécanisation font l'objet d'un seul et même groupe. Dans ce groupe, le coût de la main-d'œuvre demeure assez stable d'année en année. En revanche, les coûts liés à la mécanisation fluctuent passablement

d'une année à l'autre. Ces frais sont liés principalement au transport de la vendange ainsi qu'à la protection phytosanitaire, l'échantillon comprenant aussi bien des parcelles traitées manuellement (haute pression, atomiseur) qu'avec l'hélicoptère. Côté soins au sol, nous observons, par rapport à 2012, une nette diminution des coûts liés au désherbage chimique alors que, parallèlement, les coûts liés à l'entretien de l'enherbement augmentent. Est-ce un effet millésime ou une première conséquence de recherche d'alternatives à l'utilisation des herbicides ? Pour y répondre, il y aura lieu d'observer l'évolution ces toutes prochaines années. Les coûts de vendanges, inférieurs à ceux enregistrés en 2012, s'expliquent par un rendement plus faible en 2013. Globalement, les frais de production marquent un très léger recul (- 2,6 %) et s'inscrivent dans la moyenne pluriannuelle.

### **Vignes étroites avec mécanisation légère**

Pour cette catégorie, nous enregistrons, par rapport à 2012, un net recul des frais de production (- 16,2 %) s'inscrivant ainsi dans les niveaux atteints entre 2005 et 2008. Cette catégorie a connu une forte augmentation des frais de production au début des années 2000. Après une courte période de stabilité, les frais de production se sont, dès 2005, inscrits en baisse pour atteindre environ CHF 39'000.00 en 2008. Dès 2009, nous avons observé une nouvelle augmentation des coûts de production. Cette catégorie présente une grande variabilité dans les coûts de mécanisation et de la main-d'œuvre. Le niveau de mécanisation très hétérogène au sein des exploitations du réseau est également source de variation avec, par exemple, la possibilité ou non d'effectuer certains travaux, comme le cisailage, mécaniquement. Enfin, une charge en raisin parfois importante peut nécessiter un important travail de limitation de récolte expliquant, en partie, la variabilité pluriannuelle observée, mais aussi la contraction de ce poste en 2013 (9 heures en 2013 contre 82 en 2012).

### **Vignes mi-larges avec mécanisation légère**

Après s'être contractés en 2012, les frais de production de cette catégorie présentent une augmentation de 6,4 % et se situent dans la moyenne des années 2009 à 2011. A l'exception des vendanges, tous les postes augmentent par rapport à 2012. Ce sont les soins au cep qui enregistrent la plus forte augmentation (plus de 25 %). Les travaux de palissage et d'aération de la zone des grappes ont notamment été perturbés par les conditions météorologiques nécessitant des passages supplémentaires, voire des travaux complémentaires, afin d'assurer la qualité des raisins. Outre un nombre d'heures de travail plus important, le coût moyen de la main-d'œuvre marque également une augmentation (+ 3,8 %). Celle-ci peut s'expliquer par un recours moindre à la main-d'œuvre externe occasionnelle et/ou par une part plus importante de travaux réalisés par le chef d'exploitation.

### **Vignes en banquettes avec mécanisation légère**

En 2013, les coûts de production de cette catégorie sont proches de ceux de 2012 (- 0,9 %). Cette stabilité cache toutefois quelques différences : l'augmentation des coûts de la mécanisation (+ 21 %) est compensée par une réduction des coûts des fournitures (fumure et herbicides principalement) et de la main-d'œuvre (travaux du sol et du cep). Par contre, malgré un rendement inférieur à 2012, les heures de vendanges sont en augmentation (+ 18 %). L'augmentation du coût de la mécanisation est principalement liée à la protection phytosanitaire. Le recours à l'hélicoptère et/ou à une mécanisation spécifique performante mais plus onéreuse contribue certainement à expliquer cette évolution.

### **Vignes mi-larges avec mécanisation au tracteur**

Ce groupe est le plus conséquent de notre enquête. Habituellement d'année en année très stables, les coûts de production marquent, en 2013, un recul de presque 7 %. Si toutes les opérations s'inscrivent effectivement en léger recul, les frais de vendanges ont, par contre, fortement diminué par rapport à 2012. Un rendement faible en est l'explication principale. Quelques exploita-



tions de ce groupe ont malheureusement été confrontées à l'une ou à plusieurs des chutes de grêle dévastatrices de 2013.

### **Vignes mi-larges avec mécanisation des travaux de la feuille**

Malgré une année 2013 des plus contrastées, ce groupe présente des coûts de production très proches de 2012 (- 1,9 %). Dans ce groupe, plusieurs exploitations ont été touchées, parfois fortement, par les diverses chutes de grêle. L'impact au niveau des frais de vendanges est manifeste (- 11,4 %). Bien que le déroulement des travaux de la feuille ait nécessairement été affecté par cette situation, les coûts de ces travaux sont, globalement, très proches de 2012. Dans le détail, nous constatons que les travaux d'épamprage et de rebiolage ont été plus importants, alors que les coûts de palissage ont été réduits. Les coûts des travaux du sol ont, par contre, fortement augmenté (+ 27,8 %). Cette augmentation est principalement imputable à l'entretien de l'enherbement ainsi qu'à l'utilisation d'intercepts. Si une part de ces coûts peut être imputée aux conditions météorologiques, le choix des machines utilisées peut être considéré comme un autre élément déterminant.

### **Vignes en banquettes mécanisées au tracteur**

Les frais de production de ce groupe présentent une augmentation de presque 6 %. Les coûts de la mécanisation sont les principaux responsables de cette évolution (+ 26 %), tout particulièrement ceux liés à l'entretien de l'enherbement. Malgré un rendement un peu plus faible que l'année précédente, les heures consacrées aux vendanges sont très comparables d'une année à l'autre.

### **Vignes larges mécanisées au tracteur**

Malgré un échantillon réduit et après avoir dû renoncer à la publication de moyenne en 2012, nous avons souhaité publier à nouveau des chiffres pour cette catégorie. Les frais de production s'inscrivent dans la moyenne de ces 5 dernières années, soit à environ CHF 26'000.00 par hectare. Il s'agit du système de conduite le moins onéreux de notre panel. Le coût de revient du raisin s'avère, en moyenne pluriannuelle, également l'un des plus bas de notre enquête. Ce système de conduite peut, par contre, se montrer plus sensible à des conditions défavorables lors de la mise à fruits.

### **Vignes étroites mécanisées à l'enjambeur**

Cette année à nouveau, malgré un échantillon très faible, nous avons tenu à publier des chiffres pour cette catégorie. Celle-ci se distingue par une très grande stabilité de ses frais de production et cela depuis plus de 10 ans (frais de production moyen sur les dix dernières années : CHF 30'458.00). Cette situation peut s'expliquer par l'homogénéité des exploitations de l'échantillon ainsi que par la situation particulière de cette catégorie constituée de grandes parcelles, peu pentues et bien mécanisées.

## **Conclusion**

Bien que les coûts liés à l'entretien du sol ne constituent pas un poste important dans les frais de production, il est apparu important de mieux connaître les itinéraires actuellement utilisés, leurs incidences au niveau des coûts ainsi que les évolutions envisagées. En effet, de nombreuses réflexions sont menées actuellement tant au niveau expression des terroirs que préservation des ressources, limitation des herbicides ou encore maintien de la biodiversité. Aucune donnée économique n'étant disponible sur les incidences de ces réflexions sur la durabilité économique des exploitations, il nous est apparu intéressant d'aborder ce sujet.

L'enherbement de l'interligne et l'utilisation d'herbicides sous le rang est une des techniques d'entretien les plus présentes dans le vignoble suisse. Lors de nos interviews, nous avons constaté que de nombreux vigneron recherchent des alternatives à l'utilisation des herbicides et se posent des questions quant à la gestion de l'eau dans leurs parcelles. La crainte de la concurrence hydroazotée est un réel frein à l'implantation d'un enherbement total. Selon les résultats de notre

enquête, il semble qu'un enherbement total dans les parcelles bénéficiant d'un sol à forte capacité hydrique et d'une pluviométrie suffisante durant la période de végétation devrait être possible sans générer des surcoûts rédhibitoires. Dans les parcelles où il est nécessaire de limiter l'emprise de l'enherbement afin d'éviter un stress hydroazoté à la vigne, le recours aux interceps apparaît comme une alternative à l'utilisation d'herbicide. Selon les données de notre panel, l'utilisation d'interceps impacte assez fortement les coûts de l'entretien du sol. D'autre part, pour les entreprises pratiquant le couplage fauche-herbicide, l'incidence sera encore plus importante, car la vitesse d'avancement devra être réduite. L'utilisation des interceps est également susceptible d'accroître les risques d'érosion dans les vignobles en pente, générant des coûts supplémentaires pour la remise en état des parcelles. Un autre facteur qui limite l'utilisation des interceps est leur période d'intervention optimale restreinte. La plupart des appareils disponibles sur le marché sont efficaces dans des conditions assez précises, état de développement des herbes, humidité du sol, période sèche après l'intervention. Ils exigent généralement des interlignes larges et réguliers et des pieds de ceps bien droits. L'application des herbicides et la fauche (ou le roulage type rolo-faca) de l'herbe peuvent être effectuées sur des périodes plus larges et entrent moins en concurrence avec les autres travaux de la vigne.

Les travaux mécaniques du sol ne semblent pas très prisés des vignerons suisses. En effet, seul un exploitant de notre panel a choisi ce mode d'entretien en vue de limiter la concurrence hydro-azotée.

Enfin, selon notre panel composé de vignerons professionnels, l'entretien du sol des cultures étroites peu mécanisées à l'aide d'herbicide sur toute la surface permet de maintenir des coûts comparables à ceux des vignobles bien mécanisés. Le passage à l'enherbement provoque une augmentation des coûts de l'entretien, tout particulièrement en cas d'utilisation d'un intercep. Lorsqu'une concurrence hydrique forte peut être supportée, c'est-à-dire que le nombre de fauches peut être très limité, les coûts d'entretien de l'enherbement peuvent être comparables à ceux d'une culture mécanisée. Cette situation n'est toutefois pas représentative des vignobles conduits en culture étroite.

La brochure "Frais de production en viticulture – Résultats technico-économiques 2014 peut être obtenue au prix de CHF 15.00 auprès d'AGRIDEA, Jordils 1, Case postale 128, 1000 Lausanne, tél. 021 619 44 00.

\* \* \* \* \*



## 1. Stand der parlamentarischen Vorstösse betreffend die Weinbranche

### **Motion Darbellay 12.3738 "Integration der Schaumweine in die Weinimportquote"**

Der Ständerat hat diese Motion am 11. Dezember behandelt. Anders als der Nationalrat hat er beschlossen, den Import von Wein nicht zu beschränken, indem er Schaumweine in die Weinimportquote integriert. Diese Motion ist also vom Tisch.

### **Vorstösse der Kantone Genf und Wallis betreffend die Änderung des Einfuhrzollkontingents für Wein und seine Zuteilungsart.**

Im gleichen Stil hat der Ständerat die beiden Initiativen abgelehnt, die von der Bundesversammlung folgendes verlangt hatten:

- mit der Welthandelsorganisation (WTO) Verhandlungen aufzunehmen mit dem Ziel, die Zolleinfuhrkontingente für Weiss- und Rotwein an die Konsumentenentwicklung anzupassen;
- die Zollkontingente gemäss Artikel 22 Absatz 2 Buchstabe b des Landwirtschaftsgesetzes, d.h. "nach Massgabe der Inlandleistung", zu verteilen.

## 2. Drosophila suzukii

Am 5. November 2014 hat der Bundesrat vorgeschlagen, die Motion Pezzatti 14.3721 "Verstärkung der Forschung über die Kirschessigfliege" anzunehmen. Die Ansicht des Bundesrates ist folgende:

"Agroscope hat vielversprechende Massnahmen zur Bekämpfung dieses Schädlings entwickelt. Mit seiner aussergewöhnlichen Entwicklung im Jahr 2014 sind diese Methoden jedoch an ihre Grenzen gestossen. Die Erforschung und Entwicklung von nachhaltigen Bekämpfungsmethoden und Mitteln zur Überwachung muss intensiviert werden. Es gilt die Zusammenarbeit von Forschung, Beratung und Praxis zu stärken, damit bis 2020 schrittweise nachhaltige Strategien zur Bekämpfung dieser Fruchtfliege verfügbar sind. Damit die übrigen Achse der landwirtschaftlichen Forschung nicht beeinträchtigt werden, müssen zusätzliche finanzielle Mittel spezifisch für diese Suche nach Lösungen gesprochen werden, wobei diese Summe in der Rubrik A2310.0148 "Beihilfen Pflanzenbau" verbucht werden soll."

Auf parlamentarischer Ebene müssen noch folgende zwei Anfragen erwähnt werden, gestellt von Nationalrat Thomas Böni am 9. September 2014 und von Nationalrätin Maya Graf am 3. Dezember 2014:

### **14.5314 Frage Thomas Böni "Die Kirschessigfliege verursacht grosse Schäden. Eine negative Folge der Globalisierung"**

#### **Eingereichter Text**

Die Kirschessigfliege ist definitiv in der Schweiz angekommen und verursacht grosse Schäden. Dies ist eine direkte negative Folge der Globalisierung analog den Neophyten usw. Die finanziellen Folgen solcher Schäden sind beachtlich. Gemäss dem Verursacherprinzip sollte für solche Folgeschäden ein Fonds geschaffen werden. Dieser Fonds könnte z.B. via Mehrwertsteuer oder direkt durch eine Abgabe auf dem Import solcher "Foodware" gespiesen werden.

- Wie beurteilt der Bundesrat einen solchen Fonds?

- Was gedenkt er zu tun?

#### **Antwort des Bundesrates vom 15.09.2014**

*Die Kirschessigfliege wurde im Jahr 2008 via Importe nach Europa (Spanien) eingeschleppt. In der Schweiz wurde der Schädling im Jahr 2011 erstmals im Tessin auf Heidelbeerkulturen festgestellt. Seither breitet er sich auf natürlichem Weg weiter aus. Bisher verursachte das Insekt wirtschaftliche Schäden vor allem auf Beerenkulturen. Im Jahr 2014 sind erstmals auch Kirschen betroffen. Die Beeinträchtigung weiterer Kulturen ist zu erwarten.*

*Für die Versorgung der Bevölkerung mit frischen Früchten und Gemüse ist die Schweiz auf Importe angewiesen. Phytosanitäre Kontrollen an der Grenze sind wichtig und werden bei 100 Prozent der Importe aus Drittstaaten durchgeführt. Dafür wird eine Gebühr von 60 Schweizerfranken pro Sendung erhoben. Für die Überwachung und Bekämpfung neuer Schadorganismen werden u.a. so generierte Bundesmittel eingesetzt. Das Bundesamt für Landwirtschaft und Agroscope arbeiten mit Hochdruck an der Entwicklung von angepassten Lösungen. Damit diesem neuen gefährlichen Schädling im Obstbau erfolgreich begegnet werden kann, sind alle Beteiligten stark gefordert. Der Bundesrat erachtet es jedoch als nicht zielführend, über die Mehrwertsteuer einen Fonds für die Folgeschäden solcher Schadorganismen zu schaffen.*

#### **14.5631 Frage Maya Graf "Ist die optimale Koordination zur Bekämpfung der Kirschessigfliege sichergestellt?"**

##### **Eingereichter Text**

*Die Kirschessigfliege hat 2014 grosse Schäden in Obst-, Beeren- und Rebkulturen angerichtet.*

*Mit welchen Massnahmen und welcher Arbeitsverteilung zwischen staatlichen und privaten Akteuren wird sichergestellt, dass bundesweit und kantonale Zusammenarbeit auf und zwischen den Ebenen Forschung und Beratung bzw. Vollzug optimal und mit engem Einbezug der Praxis koordiniert wird, damit ab Beginn 2015 möglichst effizient und mit praxisnahem Informationsfluss an Lösungen gearbeitet werden kann?*

#### **Antwort des Bundesrates vom 08.12.2014**

*Der Bundesrat ist sich der Tragweite der Schäden, die von diesem neuen Schädling verursacht werden, bewusst. Um die Bekämpfungsmöglichkeiten zu verbessern, hat der Bundesrat beschlossen, die Motion Pezzatti 14.3721 zu unterstützen. Diese schlägt vor, dass die Mittel für die Forschung in diesem Bereich erhöht werden. Agroscope spielt eine wichtige Rolle, die Überwachung dieses Schädlings mit den kantonalen Pflanzenschutzdiensten zu koordinieren. Ausserdem entwickelt Agroscope Bekämpfungstechniken und hat bereits Bekämpfungsstrategien für verschiedene Kulturen publiziert. Diese Arbeiten werden in enger Zusammenarbeit mit den betroffenen Branchenorganisationen durchgeführt.*

*Das Bundesamt für Landwirtschaft hat am 25. November 2014 ein Treffen mit den Kantonen, der Forschung und den Berufsverbänden organisiert, um nach diesem schwierigen Jahr eine Standortbestimmung vorzunehmen. Ziel ist es nun, die gesammelten Erfahrungen zu nutzen, um die bestehenden Bekämpfungsstrategien zu verbessern und diese ab dem kommenden Frühjahr über die üblichen Beratungskanäle zu kommunizieren. Darüber hinaus sollen in einer weiter gefassten Strategie Prioritäten in der Forschung und Entwicklung von Bekämpfungsmöglichkeiten gesetzt werden, um rasch über die nötigen Instrumente für einen effizienten Schutz der verschiedenen Kulturen zu verfügen.*

*Im Folgenden publizieren wir eine Mitteilung der landwirtschaftlichen Pressestelle der Westschweiz AGIR:*

*"Ende Sommer sorgte die Kirschessigfliege für grosse Beunruhigung unter den Schweizer Winzerinnen und Winzern. Das Insekt war so präsent wie noch nie, und die Essigfäule breitete sich in den Rebbergen aus. Die Experten der Agroscope schätzen, dass der Befall bis zu 10 % der Schweizer Traubenernte zerstört und bei der Traubenernte beträchtliche zusätzliche Kosten verursacht hat. Die Kirschessigfliege ist jedoch nicht der einzige Schädling, der zur Verbreitung der Essigfäule beigetragen hat, schreibt Agroscope in einer Pressemitteilung. Zurzeit ist die Population der Kirschessigfliege in der Schweiz so gross wie noch nie. Während des kommenden Winters wird jedoch der grösste Teil der Insekten absterben. Die Forschungsanstalt informiert in ihrer Mitteilung, dass sie in den nächsten Jahren verschiedene neue Ansätze im Kampf gegen den Schädling prüfen werde. Kurzfristig studieren die Forscher die Wirkungsweise und den Wirkungsgrad von Kalk und anderen Steinmehlen im Labor und im Feld. Diese Produkte sind vielleicht fähig, die Gelege des Insekts einzudämmen und die Entwicklung der Essigfäule zu bremsen. Agroscope wird ebenfalls die Schutzwirkung von seitlichen Hagelschutznetzen und anderen künstlichen Schranken genauer prüfen. Die Wirksamkeit von Bekämpfungsmitteln auf der Basis von Ködern wird ebenfalls getestet werden. Längerfristig möchte Agroscope auch den Einfluss von natürlichen Feinden der Kirschessigfliege verbessern, besonders der kleinen Schlupfwespe."*

### **3. Besteuerung von landwirtschaftlichen Grundstücken**

*Am 8. Dezember 2014 hat der Ständerat den Entscheid des Nationalrats bestätigt und hat die Motion des Luzerners Leo Müller (CVP) zur „Besteuerung von land- und forstwirtschaftlichen Grundstücken“ mit 33 gegen 4 Stimmen und einer Enthaltung angenommen. Die Motion Leo Müller war am 14. März 2012 eingereicht worden und fordert, dass die land- und forstwirtschaftlichen Grundstücke erst bei der Überführung vom Geschäfts- ins Privatvermögen sowie bei der Veräusserung und nur bis zu den Anlagekosten einkommenssteuerrechtlich belastet werden, so wie dies vor dem Urteil des Bundesgerichts vom 2. Dezember 2011 Praxis war.*

*Der Bundesrat muss nun dem Parlament eine Gesetzesänderung vorlegen, um die vorherige Praxis der Besteuerung von landwirtschaftlichen Grundstücken wieder einzuführen. Der Bundesgerichtsentscheid vom Dezember 2011 hatte entschieden, dass der ganze Gewinn der Einkommenssteuer unterliegen soll und hatte damit die Landwirtschaft mit einer neuen Steuer von einer halben Milliarde Franken pro Jahr belastet.*

*Es kann noch Jahre dauern, bis die gewünschte Gesetzesrevision unter Dach und Fach ist. Bis dahin wird es für die Steuerbehörde und die Landwirte gewisse Unsicherheiten geben. Es ist daher wichtig zu wissen, wie die Übergangsperiode geregelt wird und ob das zukünftige Gesetz rückwirkend gelten wird. In diesen Sinn hat der Waadtländer Nationalrat Olivier Feller am 12. Dezember 2014 eine Interpellation mit folgendem Inhalt eingereicht:*

**Interpellation 14.4141 "Wiedereinführung der bis zum 2. Dezember 2011 gültig gewesenen steuerlichen Bestimmungen über die land- und forstwirtschaftlichen Grundstücken: Vorgehen und Fristen"**

#### **Eingereichter Text**

Die Motion 12.3172, welche verlangt, dass die Bestimmungen zur Besteuerung von land- und forstwirtschaftlichen Grundstücken, so wie sie vor dem Bundesgerichtsentscheid 2C\_11/2011 vom 2. Dezember 2011 gültig waren, wieder eingeführt werden, wurde am vom Nationalrat am 16. September 2013 und vom Ständerat am 8. Dezember 2014 gutgeheissen.

Der erwähnte Bundesgerichtsentscheid betrifft hauptsächlich die begriffliche Definition eines landwirtschaftlichen und forstwirtschaftlichen Grundstücks. In der Praxis bedeutet er aber unter gewissen Umständen eine erhebliche, ja eine brutale und ungerechte Steuererhöhung für Landwirte und Weinbauern.

Der Bundesgerichtsentscheid hat eine politisch, juristisch und steuerlich unsichere Situation geschaffen, die so rasch als möglich korrigiert werden muss.

1. Wie sieht der Terminplan für die Umsetzung der Motion 12.3172 aus?
2. Wann wird der Bundesrat dem Parlament die Gesetzesänderungen vorlegen, welche das Bundesgesetz über die direkte Bundessteuer (DBG) und das Bundesgesetz über die Harmonisierung der direkten Steuern der Kantone und Gemeinden (StHG) im Sinne der Motion anpassen werden? Sieht der Bundesrat dazu ein vorgängiges Vernehmlassungsverfahren vor?
3. Wann können die Änderungen des DGB und des StHG in Kraft treten?
4. In Anbetracht des eindeutigen politischen Willens des Parlamentes, die rechtliche Situation, so wie sie vor dem 2. Dezember 2011 bestanden hat, wieder herzustellen, welches sind die Massnahmen, die der Bundesrat zu treffen gedenkt, damit die Situation bis zum Inkrafttreten der Änderungen von DGB und StHG für die vom Bundesgericht betroffenen Steuerzahler abgedeckt werden können ?

#### **4. Schweizer Weinbau Forum (Pressemitteilung des Forums)**

*Die Jahresversammlung des Schweizer Weinbauforums fand am 11. November 2014 statt. Die verschiedenen Organisationen aus Produktion, Forschung, Beratung, Ausbildung und Verwaltung haben sich dieses Jahr mit der gegenwärtigen und der zukünftigen Situation der Rebflächen in Steillagen beschäftigt. An dieser Tagung wurde beschlossen, eine spezifische Werbeaktion zu lancieren, durch die der Konsument diese besonderen Reblagen auf einzigartige Weise erleben kann. Dazu braucht es sowohl gemeinsame als auch individuelle Werbemassnahmen, die sich gegenseitig ergänzen müssen.*

*Ein grosser Teil der Schweizer Rebfläche ist in steilen, ja sogar sehr steilen Lagen angelegt. Durch diese topographische Besonderheit entstehen hier weit höhere Produktionskosten als in Reblagen in der Ebene oder an Hügeln, die maschinell bewirtschaftet werden können. Diese Kosten werden nur selten durch die Traubenpreise abgedeckt, und die Produzenten leiden unter der ungenügenden Rentabilität. Als Folge werden keine Investitionen in Unterhalt und Verbesserungen der Einrichtungen, in Erneuerung und Neupflanzungen mehr getätigt, und der Zustand dieser Rebflächen verschlechtert sich nach und nach. Obwohl es noch relativ selten vorkommt, dass Parzellen aufgegeben werden, gibt es doch Anzeichen für eine solche Entwicklung.*

#### **Zugang zur Bundeshilfe als schwierig eingestuft**

*Die Schweizer Agrarpolitik sieht verschiedene Beihilfen und Investitionskredite für Rebflächen an Steillagen vor. Aufgrund der besonderen Betriebsstrukturen in diesen Rebbaugebieten ist der Zugang zu den Mitteln jedoch sehr schwierig, wenn nicht unmöglich. Tatsächlich können viele Weinbauern aus Altersgründen, wegen fehlender landwirtschaftlicher Ausbildung oder zu kleiner Rebfläche nicht von diesen Beihilfen profitieren. Gemäss den Zahlen des BLW erhalten nur 3'720 ha von 15'000 ha Rebfläche der Schweiz Direktzahlungen für Steillagen, obwohl die Rebfläche in Steillagen deutlich grösser ist. In einer gezielten Aktion hat der Kanton Wallis ein ehrgeiziges Programm zur Instandstellung von Trockenmauern auf die Beine gestellt. In Zusammenarbeit mit den Gemeinden fördert er die Gründung von Vereinigungen zur Instandsetzung von ganzen Rebbergen. Nur der Wiederaufbau von Mauern unter Verwendung von Steinen aus der Region und ohne Bindemittel wird finanziell unterstützt. Dank dieser gemeinsamen Aktion profitiert das ganze Umfeld von den Beihilfen, ohne Einschränkung aufgrund des Status der Weinbauern. Zur Verbesserung der Bewirtschaftung dieser Flächen werden Anschlüsse an das Verkehrsnetz erstellt, und die Wasserbewirtschaftung (Be- und Entwässerung) wird gleichzeitig mit der Ausführung dieser Arbeiten geplant.*

## **Gezielte Kommunikation und Werbemassnahmen sind notwendig**

Weder strukturelle Massnahmen, noch die Weiterentwicklung und Unterstützung von Produktionstechniken durch Forschung und Beratung ermöglichen eine Traubenproduktion zu den gleichen ökonomischen Bedingungen, wie sie in der Ebene oder im leicht hügeligen Gebiet gelten. Die Weine aus diesen Rebflächen müssen daher zu Preisen verkauft werden können, die alle Produktionsstufen korrekt entschädigen. Aus diesen Gründen ist es notwendig, das positive Image, das diese Weine geniessen, gezielt aufzuwerten. Die touristische Entwicklung im Lavaux ist an sich noch kein Garant für einen prosperierenden Weinbau. Seit der Aufnahme als Kulturlandschaft in das Welterbe der UNESCO hat die Zahl der Touristen zwar zugenommen, der Traubenpreis ist jedoch gesunken. Das Beispiel der Cinque Terre in Ligurien, wo der Zustrom von Touristen von einer fast vollständigen Aufgabe des Weinbaus begleitet war, zeigt, dass es gezielte Massnahmen braucht, damit solche Regionen von der Anwesenheit potenzieller Konsumenten profitieren können. Der Kanton Waadt hat deshalb beschlossen, den Weintourismus zu unterstützen. Es sollen Projekte ausgearbeitet werden, die den Besuchern einzigartige Erlebnisse in den Reblagen bieten und somit den Konsum von lokalen Weinen fördern. Die Besucher sollen dazu eingeladen werden, die Steilheit der Hänge am eigenen Leib zu erfahren, was sie nachhaltiger beeindruckt wird, als das bloss Betrachten der Landschaft. Das Beispiel eines Weinbaubetriebs mit Erfahrung in der Verkaufsförderung unter schwierigen Bedingungen zeigt, dass es möglich ist, mit einer schlüssigen Strategie und der Schaffung einer soliden und dauerhaften Beziehung zwischen Produzent, Wein und Konsument, die Kundschaft an sich zu binden.

## **Was es braucht: die Kombination von gemeinsamen und individuellen Massnahmen**

Um die Existenz der Rebflächen in Steillagen zu sichern, müssen ihre Rentabilität gewährleistet und Investitionen in gezielte Fördermassnahmen gerechtfertigt sein. Es gibt zwar finanzielle Unterstützung, diese ist jedoch schwierig zu erhalten. Solche Massnahmen erweisen sich zudem langfristig als unwirksam, wenn sie nicht von individuellen Initiativen begleitet werden. Die Kombination von Einzelmassnahmen und gemeinsamen Aktionen verdient daher volle Unterstützung. Diese Aktionen können durch einen intensiven Erfahrungsaustausch stark profitieren, und Lösungen müssen auf die spezifischen Bedürfnisse und die sozio-kulturellen Eigenheiten der Regionen Rücksicht nehmen.

## **5. Das neue VINATURA Label**

*Botschaft des Präsidenten von VITISWISS, Herrn Boris Keller*

"VITISWISS hat 2014 das Label für Nachhaltige Entwicklung eingeführt. Einige finden es zu einfach, andere zu kompliziert. VITISWISS hat auch beschlossen, die Liste der Pflanzenschutzmittel zusätzlich zu den synthetischen Produkten für andere, mildere Produkte zu öffnen. Die Absicht von VITISWISS ist nicht, biologische oder biodynamische Produktionssysteme abzulehnen, sondern sie zusammenzuführen, um die bestmögliche Wirksamkeit und die geringsten Auswirkungen auf die Umwelt zu erreichen. Unsere Anforderungen sind als Minimum zu verstehen, jeder und jede kann selbstverständlich mehr tun.

Das Konzept einer nachhaltigen Entwicklung im Rebbau, das VITISWISS vorschlägt, ist nach meiner Erfahrung nicht sehr kompliziert, im Gegensatz zu dem, was einige sagen. Es verlangt keinen zusätzlichen Verwaltungsaufwand. Das Mitglied, das das VINATURA Label erhalten möchte, muss sich an die Urkunde für Nachhaltige Entwicklung von VITISWISS halten. Diese Urkunde gründet auf den Anforderungen, die vor der Einführung der Grundsätze für Nachhaltige Entwicklung in Kraft waren (Anforderungen VINATURA). Diese Voraussetzungen wurden jedoch durch einen Katalog von nachhaltigen Massnahmen ergänzt, die der Betriebsleiter in einem Zeitraum von zwei bis vier Jahren umsetzen muss. So ist der Winzer und/oder Einkellerer angehalten, eine der Nachhaltigkeitsmassnahmen aus dem Anforderungskatalog und eine aus dem Katalog der nachhaltigen Massnahmen für den „Betrieb“ zu wählen.

Für alle, die sich um den Energie- oder Wasserverbrauch Sorgen machen, stehen Vorlagen für Berechnungsblätter auf [www.vinatura.ch](http://www.vinatura.ch) zur Verfügung. Dieses Dokument zeigt nach der Eingabe Ihrer Daten mit Hilfe einer Grafik die Veränderung des Verbrauchs. So können Überlegungen angestellt werden über die Prioritäten bei Renovationsarbeiten. Auf der Webseite von VITISWISS finden Sie auch nützliche Dokumente betreffend Hygiene im Betrieb, Sicherheit, Verhütung von Arbeitsunfällen und Notrufnummern. Besuchen Sie die Website, Sie finden dort interessante Informationen für alle, die in der Weinbaubranche tätig sind.

Sie sehen also, ich verstehe unser neues Label vor allem als eine Erweiterung des Horizonts und hoffe, dass es Anlass gibt zum Nachdenken über soziale, ökonomische und Umweltaspekte. VITISWISS braucht Sie, um das neue Label bekannt zu machen, indem Sie davon sprechen und vor allem, indem Sie es auf Ihre Weine anwenden.

Bei dieser Gelegenheit danke ich Herrn Laurent Favre für sein Engagement zum Wohl unseres Weinbaus, für seinen unternehmerischen Geist, seine Zukunftsvisionen und seine Fähigkeit, den Zusammenhalt zu fördern. Seinem Nachfolger wünsche ich viel Erfolg. Die Aufgabenteilung zwischen SWBV und VITISWISS ist sehr gut definiert. Ersterer befasst sich mit der Politik, die zweite mit der Produktion. Jede Organisation hat ihre wichtige Rolle, und ich wünsche mir, dass diese Art der Zusammenarbeit dauerhaft sein wird.

Schliesslich danke ich auch dem Vorstand von VITISWISS, den Technischen Kommissionen, der Direktorin und der Sekretärin. Natürlich möchte ich auch allen unseren Mitgliedern herzlich danken, ohne die VITISWISS nicht existieren könnte.

Nun wünsche ich Ihnen allen schöne Festtage und ein wunderbares Weinjahr 2015.“

## 6. Produktionskosten im Weinbau (Auszug aus dem AGRIDEA-Bericht über die wirtschaftlich-technischen Ergebnisse 2013)

Die Erhebung stützt sich auf das Zahlenmaterial von 81 Parzellendatensätzen aus der ganzen Schweiz. Damit die Resultate für die Praxis und die Beratung nutzbar sind, wurden die Parzellen anhand ihres Erziehungssystems und ihres Mechanisierungsgrads gruppiert.

Erziehungssystem und Mechanisierung	Gobelet und enger Drahtbau (max. 130 cm)	Mittlerer Drahtbau (130 – 220 cm)	Querterrassen	Weiter Drahtbau (> 220 cm)
Nicht mechanisiert	6 Datensätze			
Leichte Mechanisierung	8 Datensätze	8 Datensätze	8 Datensätze	
Mechanisierung mit Traktor		29 Datensätze und 10 Datensätze mit mechanisierten Laubarbeiten	4 Datensätze	4 Datensätze
Mechanisierung mit Hochtraktor	4 Datensätze			

Die umfangreichste Gruppe ist der "Mittlere Drahtbau, Mechanisierung mit Traktor". Ihre Datensätze wurden wegen des Mechanisierungsgrads der Laubarbeiten in zwei Untergruppen aufgeteilt.



## **Anmerkungen zu den Produktionskosten der verschiedenen Anbausysteme**

### **Enger Anbau, nicht mechanisiert oder sehr wenig mechanisiert**

Seit 2011 werden die Angaben für die Erziehungssysteme "Stichel (Gobelet)" und "Enger Drahtbau (max. 130 cm) nicht-mechanisiert" in einer einzigen und gleichen Gruppe zusammengefasst. In dieser Gruppe bleiben die Kosen für die Handarbeit Jahr um Jahr ziemlich stabil. Dagegen schwanken die mechanisierungsabhängigen Kosten von einem Jahr zum anderen ziemlich stark. Diese Kosten hängen hauptsächlich vom Transport der Lese sowie vom Pflanzenschutz ab. Das Datenmaterial besteht auch aus Parzellen, die pflanzenschutzmassig von Hand behandelt (Pistole, Kleinsprühgerät) sowie vom Helikopter aus besprüht werden. In puncto Bodenpflege beobachten wir – verglichen mit 2012 – eine deutliche Kostenabnahme bei der chemischen Unkrautregulierung sowie – parallel – eine Zunahme bei den gesamten Unkrautregulierungskosten. Ist dies eine Jahrgangsfolge oder eine erste Auswirkung bei der Suche nach Alternativen zum Einsatz von Herbiziden? Um darauf zu antworten, werden wir die Entwicklung in den nächsten Jahren beobachten. Die Kosten der Traubenlesen – tiefer als die im 2012 erfassten – erklären sich durch einen niedrigeren Ertrag im 2013. Im Ganzen gesehen verzeichnen die Produktionskosten einen sehr leichten Rückgang (- 2,6 %) und bewegen sich im Rahmen des mehrjährigen Durchschnitts.

### **Enger Anbau mit leichter Mechanisierung**

Bei dieser Kategorie registrieren wir – im Vergleich zu 2012 – einen deutlichen Rückgang der Produktionskosten (- 16,2 %), die daher im Zusammenhang mit den zwischen 2005 und 2008 verzeichneten Produktionskosten stehen. Die Kategorie erlebte einen starken Anstieg der Produktionskosten zu Beginn der 2000er-Jahre. Schon nach 2005 – nach einer kurzen stabilen Phase – sanken die Produktionskosten und beliefen sich im 2008 auf rund CHF 39'000.00. Seit 2009 beobachten wir einen neuen Anstieg der Produktionskosten. Diese Kategorie weist grosse Unterschiede bei den Mechanisierungs- und den Hand-Arbeitskosten auf. Das sehr uneinheitliche Mechanisierungsniveau der Betriebe des Netzwerks ist ebenfalls ein Grund der Abweichung. Beispielsweise wegen der Möglichkeit, einzelne Arbeiten – wie das Gipfeln – mechanisch vorzunehmen oder nicht. Ferner kann ein zuweilen grosser Traubenbehang einen beträchtlichen Arbeitsaufwand für die Ertragsregulierung erforderlich machen und – teilweise – die mehrjährigen beobachteten Abweichungen erklären; aber auch den Aufwandrückgang bei dieser Position im 2013 (9 Stunden im 2013 gegenüber 82 Stunden im 2012).

### **Mittlerer Drahtbau, mit leichter Mechanisierung**

Nachdem die Produktionskosten dieser Kategorie im 2012 abnahmen, weisen sie im vorliegenden Berichtsjahr einen Anstieg von 6,4 % auf und bewegen sich im Durchschnitt der Jahre 2009 bis 2011. Mit Ausnahme der Traubenlese stiegen alle Posten gegenüber 2012. Es ist die Stockpflege, die die stärkste Zunahme verzeichnet (über 25 %). Die Arbeiten für das Heften und für die Durchlüftung der Traubenzone wurden – insbesondere – durch die Witterungsverhältnisse störend beeinträchtigt: Es waren zusätzliche Einsätze erforderlich – sogar ergänzende Arbeiten – um die Traubenqualität sicherzustellen. Neben einer grösseren Anzahl Arbeitsstunden notieren wir bei den durchschnittlichen Hand-Arbeitskosten ebenfalls einen Anstieg (+ 3,8 %). Dieser kann erklärt werden durch eine geringere Inanspruchnahme gelegentlicher externer Arbeitskräfte und/oder durch einen höheren Anteil Arbeiten, welche die Betriebsleiterin bzw. der Betriebsleiter ausführte.

### **Querterrassen, mit leichter Mechanisierung**

Im 2013 sind die Produktionskosten dieser Kategorie fast gleich jener im 2012 (- 0,9 %). Diese Kostenbeständigkeit versteckt allerdings einige Unterschiede: Der Anstieg der Mechanisierungskosten (+ 21 %) wird ausgeglichen durch eine Abnahme bei den Hilfsmittelkosten (hauptsächlich Düngung und Herbizide) und Handarbeiten (Boden- und Stockpflege). Hingegen – ungeachtet eines mengenmässig niedrigeren Ernteertrags im 2012 – sind die Traubenlesestunden höher (+ 18 %). Der Anstieg bei den Mechanisierungskosten steht vor allem im Zusammenhang mit dem

*Pflanzenschutz: Die Inanspruchnahme des Helikopters und/oder eine spezifisch leistungsfähige Mechanisierung – jedoch auch teurer – trägt bestimmt dazu bei, diese Entwicklung zu erklären.*

### **Mittlerer Drahtbau, Mechanisierung mit Traktor**

*Diese Gruppe ist die datensatzmässig umfangreichste bei unserer Untersuchung. Im Allgemeinen Jahr um Jahr sehr gleichbleibend, weisen die Produktionskosten – im 2013 – einen Rückgang von fast 7 % auf. Verzeichneten alle Tätigkeiten eine leichte Abnahme, so sanken die Traubenlesekosten gegenüber 2012 hingegen stark. Ein mengenmässig niedriger Ernteertrag ist dabei die wichtigste Erklärung. Einige Betriebe aus dieser Gruppe waren im Jahr 2013 leider von einem oder mehreren verheerenden Hagelschlägen betroffen.*

### **Mittlerer Drahtbau, stark mechanisiert (d.h. mit mechanisierten Laubarbeiten)**

*Ungeachtet dessen, dass das 2013 eines der herausstechendsten Jahre ist, weist diese Gruppe Produktionskosten aus, die sehr nah bei denen von 2012 liegen (- 1,9 %). In dieser Gruppe wurden etliche Betriebe von verschiedenen Hagelschlägen betroffen. Die Auswirkung auf die Traubenlesekosten ist offensichtlich (- 11,4 %). Obwohl der Verlauf der Laubarbeiten durch diese Situation notwendigerweise hätte in Mitleidenschaft gezogen werden sollen, sind die Kosten dieser Arbeiten – im Allgemeinen – sehr nah zu denen von 2012. Im Einzelnen stellen wir fest, dass die Auslaubarbeiten und das Geizen beträchtlicher waren, während die Kosten für das Heften tiefer ausfielen. Die Bodenpflegekosten hingegen stiegen stark an (+ 27,8 %). Dieser Anstieg ist hauptsächlich auf die Pflege der Begrünung sowie auf die Anwendung von Unterstockgeräten zurückzuführen. Kann ein Teil dieser Kosten auf die Witterungsbedingungen zurückgeführt werden, kann die Wahl der eingesetzten Maschinen als ein anderes entscheidendes Element betrachtet werden.*

### **Querterrassen, Mechanisierung mit Traktor**

*Die Produktionskosten dieser Gruppe weisen einen Anstieg von fast 6 % auf. Hauptverantwortlich für diese Entwicklung sind die Mechanisierungskosten (+ 26 %), nicht zuletzt diejenigen im Zusammenhang mit der Pflege der Begrünung. Trotz eines etwas geringeren Ertrags als im Vorjahr sind die für die Traubenlese aufgewendeten Stunden von einem Jahr zum anderen sehr vergleichbar.*

### **Weiterer Drahtbau, stark mechanisiert (d.h. mit mechanisierter Laubarbeit)**

*Ungeachtet eines begrenzten Datenmaterials, und nachdem wir im Berichtsjahr 2012 auf die Veröffentlichung der Durchschnittsangaben verzichten mussten, wünschten wir, die Zahlen für diese Kategorie erneut zu publizieren. Die Produktionskosten bewegen sich im Durchschnitt der letzten 5 Jahre bei rund CHF 26'000.00 pro Hektare. Es handelt sich um das am günstigsten Erziehungssystem in unserem Panel. Die Produktionskosten pro kg Trauben erweisen sich – im mehrjährigen Durchschnitt – ebenfalls als eine der tiefsten unserer Untersuchung. Dieses Erziehungssystem kann sich hingegen beim Fruchtansatz anfälliger auf ungünstige Bedingungen erweisen.*

### **Enger Drahtbau, Mechanisierung mit Hochtraktor**

*Dieses Jahr hielten wir – trotz eines sehr geringen Datenmaterials – erneut daran fest, die Zahlen der Kategorie zu veröffentlichen. Sie zeichnet sich durch eine sehr grosse Beständigkeit der Produktionskosten aus – und das seit über 10 Jahren (durchschnittliche Produktionskosten der 10 letzten Jahre von CHF 30'458.00). Das kann durch die Gleichartigkeit der Betriebe im Datenmaterial sowie durch den besonderen Umstand dieser Anbaukategorie erklärt werden, die aus grossen, wenig abfallenden und gut mechanisierten Parzellen gebildet wird.*

### **Schlussfolgerung**

*Obwohl die Kosten der Bodenpflege keine grosse Aufwandposition innerhalb der gesamten Produktionskosten darstellen, erschien es uns dennoch wichtig, den gegenwärtig verwendeten Bewirtschaftungsplan und die Auswirkungen der Bodenpflegekosten auf die Gesamtkostenhöhe sowie*

auf die geplanten Entwicklungen besser zu kennen. Zurzeit werden zahlreiche Überlegungen angestellt. Sei es über den Ausdruck des "Terroirs", die Erhaltung von Ressourcen, die Reduktion der Herbizide oder die Erhaltung der Biodiversität. Da keine Datengrundlage hinsichtlich der Kostenauswirkungen dieser Überlegungen und über die wirtschaftliche Nachhaltigkeit der Betriebe verfügbar waren, schien es uns der richtige Zeitpunkt zu sein, sich mit dem Thema zu beschäftigen.

Die "Zwischenreihenbegrünung mit Herbizidanwendungen im Unterstockbereich" ist die vorherrschende Bodenpflegemethode im Schweizer Weinbau. Bei unseren Interviews stellten wir fest, dass zahlreiche Winzerinnen und Winzer Alternativen zum Herbizideinsatz suchen und sich mit Fragen über das Wassermanagement in ihren Parzellen beschäftigen. Die Befürchtung der Wasser-Stickstoff-Konkurrenz bremst beträchtlich bei der Überlegung, eine vollständige Begrünung anzulegen. Nach den Ergebnissen unserer Untersuchung scheint es, dass eine komplette Begrünung in den Parzellen, die von einer hohen Wasserkapazität des Bodens und von ausreichenden Niederschlägen während der Vegetationsperiode profitieren, möglich sein sollte, ohne dass Mehrkosten entstehen. In den Parzellen, in denen es nötig ist, den Begrünungseinfluss zu beschränken, um bei den Reben einen Wasser-Stickstoff-Stress zu vermeiden, scheint die Inanspruchnahme der Bodenpflegemethode "Zwischenreihenbegrünung mit Unterstockbearbeitung, eventuell kombiniert mit punktueller Herbizidanwendung" eine Alternative zum Herbizideinsatz zu sein. Das Unterstockgerät hat einen grossen Einfluss auf die Bodenpflegekosten. Zudem sollte der Aufwand bei Betrieben, welche heute die Zwischenreihen mulchen und gleichzeitig Herbizide im Unterstockbereich anwenden, steigen, da die Arbeitsgeschwindigkeit reduziert werden muss. Die Anwendung von Unterstockgeräten führt eventuell in Rebbergen mit starken Hanglagen zu Erosionsrisiken und – bei einer Wiederinstandsetzung der Parzellen – zu zusätzlichen Kosten. Ein weiterer Faktor, der die Anwendung von Unterstockgeräten einschränkt, ist der begrenzte optimale Zeitraum für die Anwendung. Die meisten auf dem Markt verfügbaren Geräte arbeiten gut, wenn den Ausgangsbedingungen die nötige Beachtung geschenkt wird: Entwicklungsstand der Begleitpflanzen, Bodenfeuchtigkeit und die Trockenphase nach der Massnahme. Die Geräte funktionieren im Allgemeinen am besten bei breiten und regelmässigen Zwischenreihen sowie geraden Rebstämmen. Der Herbizideinsatz und der Schnitt (oder das Walzen mit einer Rolofaca) der Begrünung können in einem grösseren Zeitraum erledigt werden und konkurrenzieren die anderen Rebbergarbeiten weniger.

Die von Hand ausgeführten mechanischen Bodenarbeiten scheinen bei den Schweizer Winzerinnen und Winzer nicht sehr beliebt zu sein. Denn nur ein einziger Bewirtschafter hat sich in unserer Umfrage für diese Bodenpflegemethode entschieden, um die Wasser-Stickstoff-Konkurrenz zu verkleinern.

Ferner – nach unserer Umfrage, die sich fast gänzlich aus Hauptberufswinzerinnen und –winzern zusammensetzt -, erlaubt der Herbizideinsatz auf der gesamten Parzelle bei der Kategorie "Enger Anbau, wenig mechanisiert" die Bodenpflegekosten vergleichbar moderat zu halten, wie bei gut mechanisierten Kulturen. Die Begrünung bewirkt einen Kostenanstieg im Unterhalt – nicht zuletzt mit der Anwendung von Unterstockgeräten. Sofern eine starke Wasserkonkurrenz ertragen werden kann, d.h. die Senkung der Anzahl der Schnitte möglich ist, können die Bodenpflegekosten mit denen einer mechanisierten Kultur verglichen werden. Diese Möglichkeit ist jedoch nicht repräsentativ für Rebberge im Engen Anbau.

Die Broschüre "Produktionskosten im Weinbau – Wirtschaftlich-technische Ergebnisse 2014" kann bei AGRIDEA, Jordils 1, Case postale 128, 1000 Lausanne, Tel. 021 619 44 00 zum Preis von CHF 15.00 bestellt werden.

\* \* \* \* \*